

La Consolidation de la paix au Liban

Édition "Citoyenneté et consolidation de la paix"

Publié par le projet "La consolidation de la paix au Liban" du Programme des Nations Unies pour le développement et financé par l'Allemagne à travers la banque allemande de développement KfW, ce supplément est distribué avec les quotidiens an-Nahar dans sa version arabe, et avec le Daily Star et L'Orient-Le Jour dans les versions anglaises et françaises.

Ce numéro regroupe les articles d'un certain nombre d'écrivains, de journalistes et de professionnels des médias, de chercheurs et d'artistes. Il aborde les sujets relatifs à la paix civile et les répercussions de la crise syrienne au Liban et les relations entre les Libanais et les Syriens, dans des approches de fond loin des discours de haine.

Édition N°24, mai 2020 - "Citoyenneté et consolidation de la paix"



© Illustration de Amal Charif

- 03 La citoyenneté par « la base »: une pratique idéaliste pendant les protestations du « 17 octobre »
- 04 Bénévolat et citoyenneté : l'engagement exemplaire de la jeunesse libanaise dans la lutte contre le coronavirus
- 05 Assurer les services nécessaires au peuple libanais renforce la citoyenneté
- 06 Le partage d'informations à l'ère post-vérité
- 07 Les médias numériques entre fausses informations et responsabilité sociale
- 09 Les étudiants au Liban-Nord et la citoyenneté : entre autonomisation et droits bafoués
- 10 La femme à l'ère des changements : mère, journaliste, militante...
- 11 Venger nos droits spoliés
- 12 Diaspora libanaise et citoyenneté : au-delà des transferts de fonds
- 13 Déclin du sens de l'espace dans le Beyrouth d'aujourd'hui : un obstacle à l'appartenance et au civisme
- 14 Les espaces publics contestés à Tyr
- 15 La révolution et le façonnage de l'identité dans les espaces publics de Tripoli

- 08 Zapper entre les chaînes : les jeunes Libanais se retrouvent



© Amal Charif

Chers lecteurs,

Lorsque la pandémie de Covid-19 a pris le monde par surprise en mars 2020, elle a dicté de nombreux changements, notamment dans nos messages et publications. En conséquence, une partie du travail que nous avons entamé en janvier sur cette édition spéciale du supplément sur la consolidation de la paix au Liban, à l'origine consacrée à la « Citoyenneté et la consolidation de la paix », a dû être modifiée pour refléter les développements actuels. Dans cet esprit, nous avons choisi de remplacer notre éditorial habituel par cet extrait des remarques formulées par le secrétaire général des Nations Unies António Guterres au Conseil de sécurité à New York, le 9 avril 2020 :

« Le monde est confronté à son défi le plus grave depuis la fondation de cette organisation. Chaque pays est aux prises avec les conséquences dévastatrices de la pandémie de Covid-19 ou est prêt à en souffrir : des dizaines de milliers de vies perdues, des familles brisées, les hôpitaux débordés, les travailleurs essentiels surmenés.

« Nous luttons tous pour absorber le choc en cours : les emplois qui ont disparu et les entreprises qui ont souffert, le changement fondamental et radical de notre vie quotidienne et la crainte que le pire ne soit encore à venir, en particulier dans le monde en développement et les pays déjà frappés par les conflits armés.

« Alors que la pandémie de Covid-19 est avant tout une crise sanitaire, ses implications sont beaucoup plus profondes. Nous voyons déjà ses effets sociaux et économiques ruineux, alors que les gouvernements du monde entier peinent à trouver les réponses les plus efficaces à la montée du chômage et au ralentissement économique.

« Mais la pandémie fait également peser une menace importante sur le maintien de la paix et de la sécurité internationale, ce qui pourrait entraîner une augmentation des troubles sociaux et de la violence, et compromettre considérablement notre capacité à lutter contre la maladie.

« Mes préoccupations sont nombreuses et étendues, mais permettez-moi d'identifier huit risques particulièrement urgents :

« Premièrement, la pandémie de Covid-19 menace d'éroder davantage la confiance dans les institutions publiques, en particulier si les citoyens estiment que leurs autorités ont mal géré la réponse à cette situation ou ne font pas preuve de transparence face à l'ampleur de la crise.

« Deuxièmement, les retombées économiques de cette crise pourraient créer des facteurs de stress majeurs, en particulier dans les sociétés fragiles, les pays moins développés et les pays en transition. L'instabilité économique aura des effets particulièrement dévastateurs pour les femmes, qui forment la grande majorité des secteurs les plus touchés. Le grand nombre de ménages dirigés par des femmes dans les situations de conflit sont particulièrement vulnérables aux chocs économiques.

« Troisièmement, le report d'élections ou de référendums, ou la décision de procéder à un vote – même avec des mesures atténuées – peuvent créer des tensions politiques et saper la légitimité. Il est préférable de prendre de telles décisions après une large consultation visant à parvenir à un consensus. Le moment n'est pas propice à l'opportunisme politique.

« Quatrièmement, dans certains contextes de conflit, l'incertitude créée par la pandémie peut inciter certains acteurs à promouvoir de nouvelles divisions et troubles. Cela pourrait entraîner une escalade de la violence et peut-être des erreurs de calcul dévastatrices, ce qui pourrait enraciner davantage les guerres en cours et compliquer les efforts de lutte contre la pandémie.

« Cinquièmement, la menace du terrorisme demeure vivante. Les groupes terroristes peuvent voir une fenêtre d'opportunité pour frapper, pendant que l'attention de la plupart des gouvernements est tournée vers la pandémie. La situation au Sahel, où les populations sont confrontées au double fléau du virus et à l'escalade du terrorisme, est particulièrement préoccupante.

« Sixièmement, les faiblesses et le manque de préparation dévoilés par cette pandémie ouvrent une voie sur la façon dont une attaque bioterroriste pourrait se dérouler et augmenter ses risques. Les groupes non-étatiques pourraient avoir accès à des souches virulentes qui pourraient causer une dévastation similaire dans les sociétés du monde entier.

« Septièmement, la crise a entravé les efforts internationaux, régionaux et nationaux de résolution des conflits, juste au moment où ils sont le plus nécessaires. De nombreux processus de paix sont au point mort alors que le monde fait face au Covid-19. Nos bons offices et nos engagements de médiation en ont ressenti l'impact. Les restrictions à la circulation peuvent continuer d'affecter le travail de divers mécanismes fondés sur la confiance, ainsi que notre capacité à engager une diplomatie de crise pour désamorcer les conflits potentiels.

« Huitièmement, la pandémie déclenche ou aggrave divers problèmes liés aux droits de l'homme. Nous assistons à une stigmatisation, des discours de haine, et nous voyons des suprémacistes blancs et d'autres extrémistes qui cherchent à exploiter la situation. Nous assistons aussi à une discrimination dans l'accès aux services de santé. Les réfugiés et les personnes déplacées sont particulièrement vulnérables. Et il y a des manifestations croissantes d'autoritarisme, y compris des restrictions sur les médias, l'espace civique et la liberté d'expression ».

UNDP, Liban

La recherche introspective de solutions aux crises nationales, régionales et mondiales

Au cours des derniers mois, nous avons assisté à un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur au Liban. Pendant trop longtemps, la perception communément admise a été que le peuple libanais ne se voyait que dans un contexte géopolitique plus large par rapport à des « axes » internationaux rivaux, faisant fi de toutes les autres considérations jugées d'importance secondaire. Cependant, les récents développements dans le pays ont détourné l'attention vers l'intérieur et poussé les Libanais à poser des questions plus vitales liées à la fois à leurs droits et à leur identité.

Ce supplément, à la fois sous sa forme imprimée et dans sa version électronique depuis décembre 2019, est financé par l'Allemagne via la Banque allemande de développement KfW. Il fait écho à son dévouement et son soutien total en vue de favoriser des espaces média sûrs et positifs pour le débat public, afin de promouvoir un discours rationnel et dépourvu de haine dans le cadre de la mission de consolidation de la paix du PNUD.

En cette époque de bouleversements aussi importants, cet instrument médiatique participatif entre vos mains est important afin de refléter l'état de conscience avancée des Libanais qui se découvrent à nouveau et reconnaissent leur énorme potentiel. En s'inspirant du discours sur les places publiques

et dans les rues, les contributeurs à cette édition du supplément, notamment des chercheurs, des militants, des écrivains et des artistes, discutent des derniers mouvements sociaux du pays dans le cadre d'un exercice national visant à repenser et réévaluer le sens de la citoyenneté et de l'engagement dans la vie publique. Cette démarche peut forger une meilleure inclusion, mener à la réforme et finalement conduire à la consolidation d'une paix durable.

Outre ce supplément, la KfW est engagée dans la promotion d'un paysage médiatique positif au Liban, en soutenant la mise en œuvre du « Pacte des journalistes pour le renforcement de la paix civile », élaboré par le PNUD et la Fondation Thomson Reuters, par lequel les médias participants se sont engagés à rejeter la discrimination, promouvoir la paix civile et le respect. Cette action a été rendue possible notamment avec le financement par le PNUD et Maharat de nombre d'études sur les médias. Nous finançons également la création de campagnes nationales de sensibilisation visant à lutter contre les fake news, la propagande, les révélations trompeuses ou les fausses rumeurs.

Sascha Stadler

Directeur de la Banque Allemande de Développement KfW, Liban

Le rôle des médias au temps du coronavirus

Cette édition paraît au cœur de l'épreuve. Au cœur d'une série de crises qui ont frappé les Libanais, et dont la plus récente est l'épidémie du coronavirus qui les effraie beaucoup et les prive, comme toutes les autres nations, de droits citoyens élémentaires et même de certains droits de l'homme internationalement reconnus. Ce sont peut-être les droits citoyens, ou plus exactement la privation de ces droits qui, en temps de crises et de guerres répétées, pèse le plus lourd. De fait, les Libanais observent aujourd'hui leurs semblables des pays développés, et la manière dont leurs gouvernements leurs assurent leurs besoins essentiels, sans leur faire sentir qu'ils doivent lui en être redevables, et sans qu'ils ne le doivent à un homme politique qui chercherait, ce faisant, à se renflouer par des aides en nature des campagnes de désinfection et des semblants de largesses.

Quel rôle revient aux médias dans ce domaine ? Les dissertations – voire les punitions – qui tiennent lieu d'introduction aux bulletins d'information sont insuffisantes à générer une prise de conscience réelle. Elles peuvent même provoquer un effet contraire dans une société qui a vécu et fait l'expérience de toutes sortes de défis et qui, pour s'affirmer, défie

constamment les autorités publiques et la loi.

Il ne suffit pas que les médias disent aux citoyens, et ça peut être un père, un frère, un voisin ou un proche parent : « Restez chez vous ». Faire preuve de professionnalisme veut dire, pour les médias, inciter les personnes en confinement à prendre avantage de leur situation pour faire œuvre utile, se mettre à jour, lire, étudier, travailler de chez soi quand c'est possible, rentrer en leur for intérieur et penser à un avenir où de nombreux défis les attendent.

Il est nécessaire que le citoyen soit aidé à prendre conscience de ses droits fondamentaux ainsi que de ses devoirs. Maugréer ne suffit pas, ni se plaindre, ni étaler ses problèmes et les agiter comme des menaces. Comme si un citoyen sans défense était capable, dans son état d'isolement, d'inventer à lui tout seul des solutions.

En fait, pour les familles, il s'agit d'un beau moment à saisir pour se rencontrer, réfléchir ensemble, planifier l'avenir, s'ouvrir, même si leurs revenus sont modestes, à des médias de qualité, pas des médias vulgaires, bon marché, vides et inutiles.

Ghassan Hajjar

Rédacteur en chef du quotidien an-Nahar

Ne pas laisser s'évaporer l'espoir

S'il est un élément qui doit figurer en tête des priorités de la praxis politique au Liban, c'est bien la transparence. Le mouvement de contestation déclenché à la mi-octobre de l'année dernière a bien démontré cette lacune dans la gouvernance des pouvoirs publics libanais. Il est pour le moins hallucinant de constater la facilité avec laquelle tout devient rapidement « secret d'État » dans ce pays. Cela va de la formation des gouvernements aux différentes initiatives sectorielles, en passant par la fabrication des lois électorales, jusqu'à la tarification de nombreux services publics. Tout se passe dans le chuchotis honteux des alcôves, entre personnages aux allures de conspirateurs.

Le secteur privé, lui, n'est pas en reste. Les Libanais l'ont amèrement constaté avec les restrictions bancaires que les établissements de crédit se plaisent à modifier toutes les semaines, tantôt à la tête du client, tantôt sous l'injonction opaque de la Banque du Liban.

Les contestataires ont pu en tout cas dégager une certitude : si les citoyens libanais s'engagent très peu dans la vie publique, c'est bien en raison de cette chape de plomb qui frappe l'information officielle, dont l'accès relève du parcours du combattant en dépit d'une loi votée et adoptée au Parlement. Et

encore ! Moins par conviction que pour se dédouaner face aux pressions exercées par la communauté internationale...

Résultat : comme le citoyen est très peu informé de ses droits, il se tourne naturellement vers son mentor politique. Celui-ci peut être un chef de parti, un ministre, un haut fonctionnaire, voire un dignitaire religieux. Ainsi, au lieu de prendre le chemin légal existant dans tout État de droit, il s'habitue à emprunter le sentier tortueux du trafic d'influence et de la corruption.

Le mouvement de contestation de ces derniers mois, a permis une prise de conscience de cet état de fait et balayé un nombre incalculable d'idées reçues et mises en pratique depuis de nombreuses années. Mais prendre conscience de cette anomalie ne suffit pas. Encore faut-il agir dans un cadre structurel minimum pour se faire entendre et aboutir au résultat escompté. Au risque de laisser s'évaporer l'espoir d'un changement qui a pourtant tous les attributs pour être salutaire.

Gaby Nasr

Directeur des éditions spéciales du quotidien L'Orient-Le Jour

La citoyenneté par « la base » : Une pratique idéaliste pendant les protestations du « 17 octobre »

Jamil Moawad *

Les révolutions et les protestations populaires ont plusieurs explications et des approches différentes. En principe, « la révolution » constitue un moment idéal pour les chercheurs dans le domaine des sciences sociales et humaines pour confirmer certaines théories et des approches précises. C'est même le moment idéal pour réaliser des revendications militantes et de les transformer en cause prioritaire pour l'opinion publique.

Au Liban, ceux qui étudient les espaces publics voient dans « la révolution du 17 octobre » le moment où le peuple a repris cet espace. Ceux qui croient dans la lutte des classes, analysent la révolution sous l'angle d'une lutte entre ceux qui possèdent les richesses et ceux qui n'en ont pas. Ceux qui luttent en faveur de l'indépendance de la justice voient dans ce mouvement populaire une occasion précieuse pour mettre en évidence l'importance d'une justice indépendante, dans le cadre des revendications de la révolution.

Comment pouvons-nous donc appréhender la citoyenneté dans les protestations populaires au Liban ?

La citoyenneté tronquée

Nous avons l'habitude, au Liban, de nous vanter de la liberté d'expression qui règne dans ce pays. Certains considèrent que le Liban, en comparaison avec de nombreux autres pays arabes, occupe une place très avancée dans le domaine de la liberté d'expression. Certains vont même très loin en estimant que le système confessionnel, en particulier le pluralisme et le fait que les différentes confessions sont représentées au sein du pouvoir, a largement contribué à empêcher le Liban de glisser vers un système dictatorial et vers le parti unique. Naturellement, en comparaison avec d'autres révolutions arabes et en dépit d'une certaine violence dans l'oppression du mouvement, le système libanais apparaît moins oppressif que ceux de nombreux pays arabes. Par contre, d'autres estiment que le système confessionnel fait face à l'émergence d'une citoyenneté libre et équitable bâtie sur l'égalité de tous devant la loi. Selon cette thèse, le confessionnalisme apparaît comme l'ennemi de la citoyenneté. En d'autres termes, le confessionnalisme et la citoyenneté ne sont absolument pas compatibles.

A ce stade, il faut mettre en évidence le fait que la citoyenneté est en général liée aux droits et à l'égalité.

Pour le professeur britannique Thomas Humphrey Marshall, un des principaux théoriciens du concept de la citoyenneté et de son évolution, celle-ci repose sur trois éléments complémentaires, qui se réalisent l'un après l'autre dans un processus évolutif : la citoyenneté civile (les libertés individuelles et l'égalité devant la loi), la citoyenneté politique (tout ce qui a trait au droit de vote et à la candidature aux élections) et la citoyenneté sociale (le fait d'assurer un niveau acceptable de vie sociale, économique et culturelle).

Bien que cette théorie fasse l'objet de nombreuses critiques, sa principale caractéristique est qu'elle s'est penchée sur la situation en Grande Bretagne, qui n'est pas forcément similaire à celle de nombreux autres pays. D'autres critiques ont porté sur le fait qu'elle ignore le rôle de la femme dans la définition de la citoyenneté. Mais elle n'en demeure pas moins un cadre général pour comprendre la citoyenneté comme un paquet de droits civils, politiques et sociaux, tous ces éléments étant liés à la loi.

Dans un pays comme le Liban, nous sommes encore très loin de réaliser les conditions d'une telle citoyenneté. Comme tout le monde le sait, il n'y a pas de lois civiles pour le statut personnel, alors qu'elles renforcent l'égalité entre les citoyens (hommes, femmes et enfants).



© Amal Charif

De même, il n'y a pas de lois électorales démocratiques qui renforceraient l'égalité politique et la représentation équitable. Il n'y a pas non plus de services sociaux pour tous les citoyens, hommes et femmes (ou même pour ceux qui résident au Liban et qui appartiennent à différentes nationalités). Au Liban, il s'agit donc d'une citoyenneté tronquée selon tous les critères.

Mais il serait bon de faire un pas en arrière pour mettre en lumière le fait que la citoyenneté n'est pas seulement un paquet de lois qui assurent des droits et des obligations. Il existe en réalité une autre approche pour comprendre la citoyenneté. Il s'agit de « la citoyenneté par la base », qui constitue une pratique quotidienne accomplie par les individus.

La citoyenneté requise

La révolution n'est pas un phénomène totalitaire qui suppose que tous les

développent aussi dans les institutions non-officielles (c'est cela la politique par la base). Selon le spécialiste en sciences sociales Assef Bayat, les individus effectuent une action politique à travers leurs pratiques quotidiennes ordinaires. A travers ces pratiques, ils prennent une initiative indépendante pour imposer une réalité politique donnée qui remplacerait celle qui est imposée par les institutions officielles.

A partir de là, les Libanais et les Libanaises de tous les âges et dans toutes les régions du pays ont pratiqué à travers les protestations du 17 octobre une citoyenneté par la base. Cette pratique a pris plusieurs aspects, à travers la revendication de droits civils, économiques, sociaux et environnementaux ou à travers une pratique participative dans toutes les places. Cette dernière pratique est basée sur la nécessité de privilégier l'intérêt général sur l'intérêt particulier.

De fait, lorsque les Libanais et les Libanaises ont réclamé la justice sociale ou qu'ils se sont constitués en groupes pour trier les ordures ménagères, ou encore lorsqu'ils ont installé les tentes pour pouvoir y mener des débats (sur les droits, l'intérêt public...), ils se sont transformés en acteurs politiques (indépendamment de leur statut légal, de l'étendue de leur sentiment d'égalité ou de leur représentation au sein des institutions constitutionnelles).

Cette approche se base sur l'idée selon laquelle les Libanais et les Libanaises ne se contentent plus de pratiquer une citoyenneté de rechange. Ils ont aussi conçu un nationalisme différent. Ce nouveau nationalisme est aux antipodes du nationalisme libanais traditionnel, basé sur « l'entente et la coexistence entre l'islam et le christianisme ». Il s'agit même d'un nationalisme politique basé sur les droits et les devoirs et établit l'égalité entre les citoyens eux-mêmes et devant la loi. Le nationalisme traditionnel suppose que le contrat social est basé sur la coexistence entre les communautés et le partage du pouvoir entre elles, sur la base donc de l'appartenance confessionnelle. Le second, par contre, imagine un nouveau contrat social basé sur l'égalité entre tous les citoyens.

Certes, ce nationalisme et cette citoyenneté par la base sont encore marginaux. Ils en sont encore à un moment idéaliste où ceux qui ont contribué à les imaginer rêvaient d'un monde meilleur. Malgré tout, ce combat n'est pas seulement une réaction à une situation précise (la citoyenneté tronquée). Il peut constituer un élément essentiel dans le processus de changement. Plus même, il peut constituer le premier pas pour mettre au défi le contrat social confessionnel actuellement en vigueur.

Bénévolat et citoyenneté : L'engagement exemplaire de la jeunesse libanaise dans la lutte contre le coronavirus

Ilda al-Ghossein*

Face à la crise de propagation du coronavirus, ce sont les jeunes, les étudiants et les nouveaux diplômés au Liban qui ont lancé la plupart des initiatives volontaires visant à sensibiliser et à aider la population à respecter la consigne de confinement à domicile, et à assurer bénévolement un appui aux hôpitaux et au secteur de la santé.

Et si la caractéristique par excellence du concept de citoyenneté et de la protection de la société de l'épidémie réside dans l'engagement au confinement individuel, les initiatives des jeunes, la mise à disposition de leurs capacités et de leur dynamisme au service de la société s'inscrit, elle, dans le cadre de la fougue indispensable au volontariat dont cette catégorie de personnes fait preuve, ainsi que de sa maîtrise des moyens de communication susceptibles de faire connaître ses initiatives et de polariser l'attention sur elles, misant ce faisant sur sa condition physique et ses réserves immunitaires face au virus.

De fait, la détermination des jeunes, en particulier des étudiants, seuls ou en groupe, à s'engager dans différentes formes de travail organisé lancés par des associations ou des ministères, pour faire face aux crises successives que traverse le Liban, démontre la capacité de ce groupe à incarner le modèle le plus proche du concept de citoyenneté, dans sa dimension d'appartenance à une nation ou une « oumma ».

Les initiatives bénévoles des jeunes, que ce soit pendant la crise de propagation du coronavirus, ou lors des incendies qui ont éclaté avant le soulèvement du 17 octobre, ou encore pendant l'intifada elle-même, ont démontré leur volonté de surmonter les frontières identitaires, régionales et confessionnelles tracées par la guerre civile au Liban, ainsi que la problématique de l'exercice des droits politiques et électoraux dans les lieux de résidence et de leurs rapports à l'espace géographique, en particulier dans la capitale Beyrouth, ainsi que la problématique des multiples affiliations partisans et confessionnelles qui marquent l'identité de chaque citoyen libanais.

Des différentes dimensions de la citoyenneté, politique, économique et culturelle, sa dimension sociale d'allégeance et de solidarité entre les individus est peut-être la dimension la plus accomplie au Liban. Cette dimension correspond ou recoupe le septième niveau de participation des jeunes aux responsabilités citoyennes nationales, développé par le psychologue américain Roger Hart. À ce niveau de participation, les jeunes s'orientent vers la mise en œuvre de leurs décisions, projets et idées invitant les adultes à les soutenir, ou parfois même se passant de leur concours.

Il existe de nombreux exemples de participation des jeunes au volontariat face au Covid-19, au niveau national. Citons à ce sujet le lancement d'initiatives et de campagnes de sensibilisation sur les réseaux sociaux, certains jeunes ayant créé des pages de sensibilisation au virus et des moyens de le prévenir. Des dizaines de jeunes de Beyrouth et de diverses régions ont également pris l'initiative de se porter volontaires pour des services de livraison à domicile gratuits, en publiant leurs numéros de téléphone pour passer les commandes, dans le but d'encourager les citoyens à rester chez eux, à respecter les mesures de confinement et à éviter qu'il n'y ait foule dans les magasins. Des volontaires se sont regroupés pour échanger leurs expériences au sujet des méthodes de protection disponibles, masques, gants et matériel de stérilisation, se mettant en contact avec la Croix-Rouge libanaise pour assurer des cours de formation aux volontaires.

Le modèle du pluralisme et de diversité de l'Université libanaise (UL) comme porte d'entrée à la réalisation de la citoyenneté au niveau national est apparu dans le rôle joué par ses étudiants qui ont pris les devants du



© Bilal Jawich - Xinhua

volontariat face à l'épidémie virale. Ainsi, des étudiants en médecine de l'UL, auxquels se sont joints des étudiants de l'Université arabe de Beyrouth, ont assuré des permanences dans la section coronavirus de l'hôpital universitaire Rafic Hariri, considéré comme le premier centre à assurer l'accueil, le test gratuit et les mesures d'isolement aux patients atteints par le virus. Les étudiants de la Faculté de santé publique de l'UL et ses infirmières et infirmiers diplômés ont annoncé pour leur part qu'ils se porteront volontaires pour visiter des maisons et servir les patients atteints de maladies chroniques. Les étudiants en chimie de l'UL ont également lancé une initiative

pour la désinfection des établissements commerciaux, en coordination avec les étudiants en médecine. Cette initiative visait à aider les propriétaires de petits et moyens établissements.

La pénurie de matériel respiratoire dont souffrent différents pays a conduit un certain nombre d'étudiants en génie et d'ingénieurs diplômés à se lancer dans la fabrication de respirateurs, dans le cadre d'une initiative baptisée « un respirateur pour tout le Liban ». L'initiative a conduit à la constitution d'une cellule de crise scientifique comptant plus de 270 spécialistes d'horizons divers, que le ministère de l'Industrie a pris en charge.

Sa mission : produire des respirateurs avec les matériaux disponibles sur le marché, recenser les appareils existants et réparer leurs pannes et défauts. Une plateforme électronique a également été lancée pour développer des prototypes de respirateurs, thermomètres à distance et poignées de protection. Une initiative d'une équipe d'ingénieurs et de programmeurs s'est également formée pour développer une application mobile destinée à assurer les liaisons de la population, dans les quartiers résidentiels, à des points de services de livraison.

Assurer les services nécessaires au peuple libanais renforce la citoyenneté

Georges Hayek*

La citoyenneté moderne n'est pas un concept fixe qui reste stable éternellement. Au contraire c'est une réalité changeante. Le citoyen de 2020 est différent de celui de 1789, lequel est différent de celui de 1920. Il faut aussi noter que le comportement citoyen revêt actuellement des formes plus concrètes, qui varient selon les pays démocratiques. La question cruciale qui se pose est la suivante : jusqu'à quel point l'État libanais respecte-t-il ce concept au niveau des services assurés aux citoyens ?

Le citoyen libanais vit aujourd'hui une période de changements radicaux, en raison de la crise économique et de la menace qui pèse sur sa santé à cause du coronavirus. Il est désormais convaincu de la nécessité de tourner la page de la vie aisée pour passer à un nouveau mode de vie auquel il n'est nullement habitué. Il vit donc aujourd'hui dans un état d'angoisse extrême, ayant en tête des soucis qui portent sur l'effondrement économique du pays, la cherté de vie, la dévaluation de la livre, la réduction des offres d'emploi, la fermeture de nombreuses entreprises dans un effet dominos, la possibilité d'augmenter les impôts et les taxes, les scolarités et les factures qui ont doublé face à des salaires de plus en plus réduits. Sans parler de la menace que constitue le coronavirus pour le monde entier, au point que l'OMS l'a qualifié de pandémie.

Le droit à obtenir les services pour une meilleure citoyenneté

Nous parlons ici de la citoyenneté économique et sociale, qui est liée au concept général. Elle se concrétise à travers des sujets précis, comme le droit au courant électrique, à l'eau, à la santé, à l'enseignement, aux télécoms, à l'Internet... La gestion de l'État moderne repose sur le concept « l'État au service du peuple », au lieu de l'inverse. Ce concept suppose que l'État assume ses responsabilités et fasse son devoir pour assurer tous les services publics nécessaires à une vie digne et confortable, à tous les résidents sur son territoire, qu'ils soient ou non ses citoyens, qu'ils soient là en permanence ou de façon provisoire, sans considération de race, de religion ou de confession. Nous citons à titre d'exemple : l'éducation, la santé, le travail, l'électricité, l'eau, les télécommunications, l'Internet...

Le fait d'offrir ces services publics est au cœur du contrat social entre l'État et les citoyens. Il représente aussi l'essence de la justice sociale entre les citoyens, en assurant l'égalité de tous dans l'obtention des services publics. C'est aussi la pierre angulaire qui garantit un niveau acceptable de vie libre et digne pour tous. Enfin, les services publics, leur modernisation, leur dynamisation et leur efficacité, constituent aujourd'hui les spécialisations les plus importantes dans l'administration publique moderne.

Des problèmes sans solution

- L'enseignement. La concrétisation du droit à l'enseignement a connu une évolution à deux vitesses : une pour les pauvres et les couches sociales marginalisées et une autre pour les classes moyenne et aisée. Cette double vitesse a provoqué une grande différence de niveau dans la qualité de l'enseignement et de grandes différences dans les pourcentages d'échec et de réussite entre ceux qui suivent un enseignement public et ceux qui suivent un enseignement privé. Elle a aussi provoqué de grandes différences dans les résultats entre les régions et les classes sociales. Au point que l'évolution de l'enseignement public au Liban a connu une courbe contraire à celle des pays industrialisés qui nous ont devancés dans ce domaine : l'enseignement public a enregistré au Liban une affluence faible dans les classes primaires et pré-primaires. Puis l'affluence s'est élevée graduellement dans les phases ultérieures de l'enseignement, jusqu'à l'université.

Il faut toutefois préciser que la crise économique qui frappe la société libanaise a obligé les citoyens à accepter plus facilement de recourir à l'enseignement public. Au point que les écoles publiques ont connu récemment une plus grande affluence de parents désireux d'y inscrire leurs enfants.

Mais à l'ère du coronavirus, les écoles privées ont eu recours à l'enseignement électronique dans une volonté de s'adapter aux circonstances difficiles du confinement

et tenter de rattraper autant que possible l'impossibilité pour les élèves de se rendre à l'école. Toutes les critiques formulées à l'égard de ce genre d'options sont vérifiées en principe, mais elles restent la meilleure solution possible pour les établissements, pour les parents et pour les élèves.

En évoquant l'enseignement électronique, nous parlons en fait de deux sujets importants : la production de contenu numérique et le contact avec les écoliers pour leur transmettre ce contenu et établir avec eux une sorte d'interaction dans cette forme d'enseignement à distance.

- La santé. Le droit à la santé a obéi, dans une certaine mesure, à la même logique. Les systèmes d'assurance médicale publique et semi-publique se sont multipliés, selon des critères d'adhésion et de couverture qui ne sont pas toujours logiques et homogènes. Mais en même temps, la moitié des Libanais environ sont restés privés d'un système d'assurance médicale clair et précis. Avant la crise économique et l'arrivée du coronavirus, le coût des soins de santé au Liban est resté relativement très élevé (en comparaison avec les autres pays de la région et dans le monde), en dépit de l'existence d'un surplus d'offres de services sanitaires au niveau national, concernant par exemple la moyenne du nombre de lits dans les hôpitaux, le nombre des médecins et de pharmaciens pour chaque mille habitants. En même temps, il y a un déficit dans les équipements médicaux et leur qualité, comparativement au niveau des recettes.

Mais, avec la crise économique, la situation des hôpitaux a empiré. Le déclin s'est encore accentué en raison de leur incapacité à assurer les équipements médicaux nécessaires pour traiter les patients, sans compter la pénurie de dispositifs de respiration artificielle pour toutes les personnes atteintes du coronavirus. Il faut aussi signaler l'augmentation des tarifs des services de santé, en raison de la chute de la livre libanaise par rapport au dollar sur le marché des changes. Certes, l'éveil des Libanais a contribué à réduire le nombre de personnes atteintes du coronavirus. De nombreux volontaires se sont proposés pour assurer des services sociaux et de santé aux citoyens, allégeant ainsi le poids qui pèse sur leurs épaules. Cela s'est fait dans le cadre d'initiatives personnelles ou collectives, de la Croix-Rouge notamment. Des médicaments ont même été assurés à partir de l'étranger et des campagnes de sensibilisation ont été menées. Par exemple, 14 étudiants en médecine à l'Université libanaise se sont portés volontaires pour soigner les malades atteints du coronavirus dans les chambres isolées où ces derniers ont été placés, à l'hôpital gouvernemental Rafic Hariri.

- Le travail. Les lacunes dans les droits sociaux apparaissent plus clairement lorsqu'il s'agit d'évoquer les emplois, notamment la nécessité d'en assurer des dizaines de milliers

aux Libanais qui arrivent chaque année sur le marché du travail. Que ce soit directement à travers l'embauche dans les institutions publiques, ou indirectement par le biais de politiques d'incitations au développement dans certains secteurs qui sont pratiquement inexistantes. En parallèle, la structure socio-confessionnelle a laissé des traces palpables sur les mécanismes qui régissent le marché du travail dans le secteur privé. On peut dire que les demandes d'emplois dans les institutions privées et les offres proposées à ceux qui ont achevé leurs études obéissent à des considérations étroites de régions, de confessions et de familles qui entravent leur évolution. Ce qui a abouti à une faiblesse dans les activités des travailleurs. De même, cela a renforcé le chômage qu'il soit apparent ou caché, consistant dans le manque d'embauche. Toutes ces données ont abouti à baisser le niveau de productivité dans le travail.

En cette période d'expansion du coronavirus au Liban, le travailleur s'est vu obligé d'informer immédiatement ses employeurs de son obligation de rester en quarantaine s'il est apparu qu'il en était atteint. Mais ses droits légaux tels que stipulés par la loi et par les dispositions du ministère du Travail devaient être préservés.

- L'électricité, l'eau, le câble télévisé et l'Internet. Le mode de vie actuel des Libanais leur impose d'assurer des abonnements supplémentaires pour obtenir l'eau, l'électricité, le câble télévisé et l'Internet. Le citoyen est ainsi contraint pratiquement de se construire son propre mini-État, en assurant ses besoins par le biais de dépenses supplémentaires.

Le Libanais paye chaque mois des sommes supplémentaires pour l'abonnement au générateur de quartier (en moyenne 100 dollars), en plus de son abonnement au câble télévisé qui lui permet de regarder des chaînes satellitaires (environ 20 000 LL par mois), sans oublier l'achat d'eau, car l'eau courante est souvent coupée (environ 30 000 LL par mois). Reste enfin l'abonnement à l'Internet (environ 30 000 LL par mois). De la sorte, les citoyens se retrouvent à payer deux fois pour obtenir des services élémentaires.

Dans le cadre des mesures prises pour limiter l'expansion du coronavirus, l'État a par exemple décidé d'assurer un accès plus rapide à l'Internet dans les habitations afin d'encourager le travail à domicile et à l'enseignement en ligne. De même, sur les réseaux sociaux, plusieurs numéros de téléphone de jeunes volontaires ont été signalés, ceux-ci se proposant d'assurer un service à domicile gratuit de produits nécessaires, alimentaires ou médicaux, aux familles (ou aux personnes) contraintes de rester chez elles en quarantaine. Les volontaires circulent à moto ou mobylette et offrent leurs prestations dans toutes les régions du pays, du Nord au Sud. Il faut

encore signaler le fait que des étudiants en Chimie à l'Université libanaise ont procédé, en coopération avec la Faculté de médecine, à la stérilisation de nombre de commerces, de salons de coiffure et de boutiques de vêtements, tout en offrant à leurs propriétaires des gants et des masques pour la somme symbolique de 1 000 LL.

La révolution de l'édification de la citoyenneté

L'absence de ces services a suscité une colère commune à tous les Libanais, indépendamment de leurs allégeances différentes. D'autant que tous se plaignent de la corruption des responsables officiels, de l'absence d'une citoyenneté sociale équitable, à l'ombre d'un système politique qui renforce la division et qui est commandé par deux logiques opposées, celle de l'État laïc d'un côté et celle du confessionnalisme politique de l'autre. Ce problème s'accroît dès qu'il y a une tentative concrète de défaire le système de privilèges et de clientélisme, basé sur un mélange de confessionnalisme et de politique visant à faire plier et à maintenir le contrôle sur « les foules des communautés », politiquement et socialement, en contrepartie de quelques services généralement financés – ce qui est le pire dans ce processus – par des fonds publics. Cette façon de gagner l'allégeance de classes sociales de plus en plus nombreuses à travers un semblant de services publics a des effets particulièrement négatifs. Surtout au niveau de la définition du concept de citoyenneté sociale et de la relation du citoyen avec l'État laïc. En résumé, cette façon d'attirer les foules renforce le maintien du système confessionnel et le pouvoir de ses élites familiales et religieuses.

Les citoyens ont d'ailleurs laissé exploser leur colère le 17 octobre 2019 et se sont rebellés contre cette situation et le recul du niveau du service public, ainsi que contre la paralysie de la politique nationale et l'augmentation de la corruption. Ils ont réclamé un État basé sur la citoyenneté qui pousse vers un lien solide entre le citoyen et son gouvernement et renforce l'appartenance et l'allégeance à la patrie, tout en consolidant la sécurité sociale, sur la base du respect de la loi et de l'égalité des chances, loin de toute appartenance confessionnelle, corruption et intérêts étroits politiques et partisans.

Après l'intifada, l'ère du coronavirus est arrivée. Elle a montré que tous les Libanais font preuve d'un sentiment de responsabilité nationale, en tant qu'individus, en tant que partis et groupes politiques et sociaux. Ils ont coopéré entre eux avec sincérité, dans un esprit de solidarité et d'entraide, pour contribuer efficacement à la lutte contre l'épidémie. Ils ont montré qu'ils travaillent dans un souci national, humain et avec une conscience responsable.

Le partage d'informations à l'ère post-vérité

Jad Melki*

Quand les protestations de masse ont éclaté au Liban en octobre dernier, nombreux furent ceux qui lancèrent des appels à l'action et affichèrent leurs opinions sur les réseaux sociaux. Beaucoup de vidéos, de photos et de messages partagés exprimant la colère et la frustration face à la situation actuelle semblaient spontanés et profondément sincères. Mais la plupart relayaient un contenu créé par d'autres, souvent sans vérification des faits, authentification des sources ou garantie de crédibilité.

Le dilemme de notre riche écosystème de médias est là : une surabondance d'informations et d'outils pour diffuser les opinions – une plateforme en principe diversifiée d'idées bénéfiques pour la démocratie – contredites par une surabondance de fausses informations, de discours de haine et de propagande. De nos jours, les citoyens ont un accès sans précédent aux outils d'information et de communication. Cependant, l'excédent d'informations peut brouiller le jugement, en particulier dans la rediffusion des informations présumées de bonne foi. Mais les outils de la liberté d'expression peuvent facilement être utilisés intentionnellement à mauvais escient, un privilège qui, historiquement, était réservé aux gouvernements.

Un surcroît d'informations devrait conduire à une citoyenneté mieux informée, cheville ouvrière de toute démocratie. Cependant, un trop-plein d'informations est en train de conduire à un tribalisme et à des polarisations leurrées, résultat de ce que les spécialistes de la communication appellent les effets d'écho, où les gens ont tendance à s'associer (sur les réseaux sociaux) à des personnes aux vues similaires, qui renforcent leurs partis-pris et préjugés.

Parce que nous sommes inondés d'informations, nous choisissons le plus

souvent des médias, des personnes et des idées qui confirment nos croyances, une conduite que les chercheurs appellent « exposition sélective ». Lorsque nous accédons à ces informations de reconfirmation, nos défenses critiques sont en veilleuse, et nous sommes donc prédisposés à partager sans questionnement des vues rassurantes, tandis que nous rejetons, bloquons et supprimons plus facilement les informations qui remettent en question nos convictions.

Une enquête nationale a été menée en décembre 2019 par l'Institut de recherche et de formation aux médias (IMRT) de la Lebanese American University (LAU), pour analyser l'accès aux informations sur le soulèvement des Libanais. Le questionnaire portait sur les habitudes en matière de médias sociaux. L'échantillon aléatoire simple de 1000 individus représentait des Libanais de toutes les religions et de toutes les régions et visait à déterminer la mesure d'exposition sélective au soulèvement marquant leurs habitudes d'information. Au début, nous nous sommes félicités de ce que la grande majorité des personnes interrogées (80 %) déclaraient avoir vérifié leurs sources d'informations avant de les partager.

Par la suite, nous avons remis en question la compréhension du concept de vérification des personnes interrogées, ayant constaté

que des majorités importantes des deux côtés (de personnes favorables ou hostiles au soulèvement) admettaient n'avoir publié que ce qui soutenait leur cause : ainsi 69 % des Libanais pro-soulèvement avaient partagé des informations qui soutenaient le mouvement de protestation, et 39 % des Libanais anti-soulèvement partagé des informations qui s'opposaient aux manifestations, mais aucun de ces deux groupes (0 %) n'avait partagé des informations hostile à la cause qu'il défendait. En outre, nous avons relevé que ceux qui soutenaient les manifestations avaient tendance à obtenir leurs informations de sources médiatiques également pro-soulèvement, et vice-versa, preuves s'il en est d'une exposition sélective à l'information. Les résultats détaillés de l'étude sont disponibles sur le site : www.imrt.lau.edu.lb

Les sociétés démocratiques sont aujourd'hui confrontées à un défi historique. Auparavant, les journalistes et les organes de presse traditionnels avaient la lourde responsabilité de tenir la société informée, et la loi tentait de protéger les droits d'une presse libre des ingérences du gouvernement.

Avec l'immense pouvoir des médias sociaux dont dispose aujourd'hui tout citoyen, cette relation est modifiée. Les journalistes et les organes de presse ont

désormais le sentiment que leurs valeurs traditionnelles les laissent impuissants face aux informations délibérément fausses diffusées par certains, tandis que les gouvernements y répliquent en ajoutant des brigades supplémentaires à leurs forces militaires : les armées électroniques et les équipes de la cyberguerre.

Mais quel est le rôle qui revient aux citoyens dans ce contexte ? On peut se hâter de juger les masses irresponsables, privées de sens éthique et ignorantes. Mais qu'ont fait les gouvernements pour les éclairer ?

Durant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont massivement fait campagne pour mettre en garde leurs citoyens contre la diffusion involontaire d'informations sensibles. L'expression « Loose lips sink ships » (littéralement, « Les lèvres indiscrettes coulent les navires », dont l'équivalent en français pourrait être « les murs ont des oreilles ») résonne encore aujourd'hui. L'objectif était d'éviter de divulguer des renseignements à l'ennemi, mais aussi de limiter les discours démoralisants et les rumeurs dangereuses qui pourraient susciter des dissensions internes. De même, de nombreux pays investissent aujourd'hui dans la formation aux médias en tant que mesure d'éducation publique destinée à prémunir la population contre les effets négatifs des médias sociaux.

Qu'a fait le gouvernement libanais en ce sens ? Le ministère de l'Éducation a-t-il pris au sérieux les appels constants à l'intégration de l'éducation aux médias dans les programmes scolaires et universitaires ? La statistique la plus troublante de l'enquête IMRT a révélé que seulement 6 % des Libanais avaient reçu une formation en éducation aux médias dans leur vie. Certaines données premières montrent que des pourcentages beaucoup plus élevés sont enregistrés dans d'autres pays, dont l'Irak. Malheureusement, à ses risques et périls, le Liban continue d'ignorer la nécessité d'une éducation aux médias.

Avec le coronavirus qui ravage le monde aujourd'hui, allons-nous tirer les leçons du passé ? Allons-nous réaliser que l'incompétence médiatique des citoyens – mal formés aux méthodes de vérification des informations et inconscients de la tendance humaine à reconfirmer les préjugés – les engagera très probablement dans des habitudes médiatiques dangereuses, sectaires et nuisibles ? Le nouveau gouvernement libanais réalisera-t-il la valeur potentielle d'une généralisation de l'éducation aux médias qui convertirait toute une société en citoyens éthiques responsables ? Des citoyens qui non seulement partageraient des informations de meilleure qualité, mais serviraient également de vérificateurs des faits pour contrer les informations délibérément fausses ?



Les médias numériques entre fausses informations et responsabilité sociale

Nour Melli*

Nawar Baksrawi**

Il est naturel d'avoir un compte sur l'une des plateformes des réseaux sociaux, compte tenu de leur influence et de leur rôle croissants, d'autant que leur mission n'est plus limitée à la simple communication entre amis. Ils l'ont largement dépassée pour s'immiscer dans notre vie au quotidien au point de former un monde parallèle à notre monde matériel, marqué toutefois par un moindre contrôle, mais une plus grande liberté d'expression. De plus, les réseaux sociaux ne nécessitent pas de gros budgets et sont caractérisés par leur plus grande rapidité à diffuser l'information. De ce fait, ils font part du point de vue de la rue ou des individus avec plus d'audace et une plus grande marge de liberté que les médias traditionnels qui, dans les pays en développement, sont toujours sous le joug des autorités.

Malgré toutes ces caractéristiques qui permettent aux réseaux sociaux de s'asseoir sur le trône des médias et d'accéder au domaine du cinquième pouvoir, après les médias traditionnels, d'autant qu'ils jouent un grand rôle dans les prises de décisions, ils restent une arme à double tranchant. En fait, les réseaux sociaux peuvent contribuer au redressement de la société en sensibilisant les individus à la culture de la citoyenneté, en les informant sur leurs droits et devoirs loin de tout fanatisme et suivisme. En revanche, ils peuvent aussi faire l'objet d'un instrument douteux au service de certaines parties.

D'où le rôle de la citoyenneté active pour orienter le journalisme numérique, loin du chantage affectif, d'autant qu'il constitue une faille que l'on peut utiliser à des fins personnelles, notamment dans un pays comme le Liban qui a ses spécificités, du fait des guerres civiles qui ont eu un impact sur sa structure sociale ou encore à cause de la vague de déplacements qu'il a connue dernièrement.

L'exemple le plus frappant reste la campagne raciste menée par certaines parties libanaises contre les réfugiés. Une chaîne télévisée libanaise a diffusé un reportage intitulé : « Le cancer envahit le Liban... les deux raisons de sa propagation ». Le titre semble banal. Toutefois, le reportage se lance dans des analyses qui n'ont aucune base scientifique, sinon que de faire assumer aux réfugiés la responsabilité de l'augmentation du nombre de cancers au Liban.

Les rumeurs ne se sont pas limitées aux seuls réfugiés. Elles sont allées plus loin encore. Même le nouveau coronavirus a eu sa part de rumeurs, à travers la diffusion de fausses informations sur le nombre de cas de personnes contaminées au Liban-Sud et dans l'Iqlim el-Kharroub. Ce qui a poussé le ministre de la Santé publique à affirmer qu'aucun cas de coronavirus n'a été enregistré (cet article a été écrit avant la détection du premier cas de coronavirus, le 20 février, NDLR), pour tranquilliser les Libanais.

Ces fausses informations ont creusé un fossé parmi les composantes de la société que certaines plateformes sur les réseaux sociaux ont réussi partiellement à combler en créant une matière journalistique réfutant les fausses informations. Nous remarquons aussi que ces plateformes sont souvent dirigées par des groupes de jeunes militants qui croient fermement aux causes de leur société. D'où le rôle de ces plateformes dans la sensibilisation aux affaires sociales et à l'importance de la citoyenneté en œuvrant à réduire les différences ethniques et religieuses. Elles renforcent aussi le concept de la paix entre les réfugiés et les communautés hôtes.

Pour toutes ces raisons, cette forme de journalisme a constitué un essor au niveau du Liban en général, et de la ville de Tripoli en particulier. Il est vrai qu'elle n'a pas dépassé le stade de pages virtuelles, mais elle a réussi à surmonter de nombreux obstacles que certaines importantes chaînes n'arrivent pas à franchir. À tel point que ces pages virtuelles sont devenues un contrôleur de l'activité des chaînes satellitaires, notamment par le biais de vidéos sarcastiques et explicatives. Et ce non seulement parce qu'elles reposent sur une expérience journalistique, mais aussi parce qu'avant leur lancement, leurs équipes effectuent des formations axées sur la citoyenneté et l'édification de la paix civile. La plateforme Shada, à titre d'exemple, l'une des nombreuses plateformes sur Facebook, œuvre à montrer la meilleure image de la ville de Tripoli. Cette plateforme a ouvert ses portes aux volontaires dès janvier 2019. Jusqu'en décembre 2019, elle a organisé des sessions de formation intensives



© Amal Charif

sur les thèmes de la paix, de la citoyenneté et de l'éthique journalistique, ainsi que sur les techniques du journalisme numérique et ses compétences.

Le travail de Shada ne se limitait pas uniquement à la formation. De nombreuses vidéos relatant les difficultés de la ville de Tripoli et du Liban en général ont été montées dans le cadre de programmes qui exposent les problèmes et proposent des solutions, mais aussi de campagnes favorables à la cause féminine et à la lutte contre le trafic humain. Ces programmes ont également défendu les réfugiés contre les campagnes de provocation adoptées par certaines parties pour servir leurs intérêts étroits.

À travers ces simples expériences des médias sociaux et leurs pratiques sur le terrain, on constate que l'importance

de l'outil médiatique n'est pas estimée en fonction des équipements techniques ou l'importance de ses budgets, d'autant que le monde compte d'innombrables chaînes. Toutes ces chaînes ont-elles pour autant le même impact ? Bien sûr que non, parce que la portée de l'information ne se fait pas en recourant à une image éblouissante ou à un embellissement de la réalité moyennant une caméra moderne. La mission des médias ne se limite pas à la simple transmission de l'image sans une résolution du problème. C'est ce que les nouvelles plateformes essaient de faire.

* Coordinateur médiatique au Laboratoire Médiatique SHADDA
** Journaliste

Zapper entre les chaînes : les jeunes Libanais se retrouvent

Kareem Chehayeb*

Le paysage médiatique libanais est considéré comme unique dans la région, avec une diversité de chaînes et de plateformes appartenant à une variété de propriétaires. Toutefois, beaucoup de Libanais aspirent à quelque chose de différent.

Malgré leur diversité, les médias libanais font face à des limitations significatives, notamment eu égard à leurs propriétaires. Le « Lebanon Media Ownership Monitor » (surveillance de la propriété des médias au Liban), un projet mené par la Fondation Samir Kassir et par l'ONG internationale Reporters sans frontières, a révélé que la vaste majorité des médias au Liban sont possédés et gérés par des proches des partis traditionnels du pays et des hommes d'affaires aux ambitions similaires. Cela laisse peu d'espace à la nouvelle génération, qui met ces perspectives au défi parce que, selon elle, elles consolident souvent le statu quo confessionnel, politique et économique.

Cette nouvelle vague de Libanais se sent exclue de la programmation et du discours de ces médias grand public, et ne leur accorde pas nécessairement sa confiance. Les développements se sont particulièrement accélérés ces derniers mois, à la suite de la contestation de masse (octobre 2019) qui revendique des réformes et de la transparence. Les médias libanais ont soit minimisé ces revendications, soit les ont relatés d'une manière que cette génération n'a pas jugé satisfaisante.

Nombre de citoyens pensent que des médias indépendants et inclusifs sont cruciaux pour encourager à la transparence par le biais d'un journalisme rigoureux d'investigation, et promouvoir la citoyenneté à travers l'intégration de voix différentes issues de segments divers de la population. Dans ce paysage médiatique, ils se sentent exclus. Durant ces derniers mois, la soif de connaissances et l'intérêt pour l'engagement civique ont fortement augmenté, alors même que l'économie libanaise continue de s'effondrer.

Depuis la fin de la guerre civile libanaise en 1990, parler politique et défier activement le statu quo étaient considérés tabous, ce qui n'a pas la même résonance auprès de nombre de jeunes adultes libanais aujourd'hui. Des artistes et des influenceurs se sont soudain retrouvés à combler des lacunes majeures pour répondre à leurs exigences.

« Nous sommes racontables ! », s'exclame, en riant, Nour Hajjar, un comédien libanais. « Nous ramenons tout à notre quotidien. »

Hajjar fait partie d'une poignée d'artistes, comme Shaden, Aleksandra el-Zahrán et Gino Raïdy, qui se sont fait connaître pour leurs interprétations des différents sujets sociaux et politiques. Et cela n'est pas exclusif au Liban : des humoristes comme Bassem Youssef et Youssef Hussein (de « Joe Show Fame ») ont prouvé qu'il s'agit d'un phénomène régional.

Que ce soit sur scène ou à travers la diffusion de courtes vidéos sur Instagram, ils ont fidélisé une importante audience qui sent qu'ils répercutent des perspectives et des voix souvent exclues du discours des médias traditionnels.

Ce qui a aidé ces nouvelles sources d'information à agrandir leur audience, c'est leur présence dans des espaces neutres. Que ce soit dans des sites culturels ou sur Internet, ils touchent un public divers et visent à promouvoir les droits civiques, à dénoncer les politiques existantes et à appeler au changement. Des collectifs sont formés, comme « Awkword », qui rassemblent des comédiens dans un espace leur permettant de s'exprimer confortablement, de pratiquer leur art et de partager les ressources. Entre-temps, sur les réseaux sociaux, des canaux d'influenceurs de toutes sortes continuent de créer un espace libre et ouvert à la discussion et au soutien collectif. Ces espaces sont un terrain fertile pour le dialogue : les gens créent des liens de par la similitude de leurs expériences et leurs points communs, et ils discutent de bonne foi en transcendant les barrières idéologiques et confessionnelles qu'on leur avait imposées.

Pour des comédiens comme Nour Hajjar, il n'y a pas meilleur moyen de promouvoir le dialogue et l'engagement civique que par une réplique choc. « Nous incitons à l'engagement politique des citoyens », dit-il. « La comédie est la meilleure façon d'être sérieux à ce sujet... C'est la manière la plus amicale de parler politique. »

Toutefois, ces nouveaux développements n'épargnent pas

à cette génération avide d'information et d'action civique les obstacles qui continuent d'obstruer son chemin. Parmi ces obstacles notoires, un pic récent de campagnes de désinformation qui ont impacté non seulement la couverture médiatique, mais aussi les discussions et les messages en ligne. D'énigmatiques messages vocaux sur WhatsApp et de perfides campagnes sur les réseaux sociaux ont suscité une cacophonie d'informations qui ont perturbé les Libanais en général, distillant des tensions confessionnelles à un moment où de plus en plus de Libanais les rejettent.

Le Liban passe par une phase critique, étant en défaut de paiement de ses dettes pour la première fois, et s'appêtant à adopter un plan de sauvetage économique. L'exigence d'information, de transparence et de reddition de comptes est plus importante que jamais.

Or le journalisme indépendant est en plein essor, avec des journalistes tels Habib Battah, Lara Bitar et d'autres, visant à contrer le courant dominant par des standards éditoriaux rigoureux et des reportages qui vont en profondeur. Hajjar considère que l'émergence de plateformes médiatiques indépendantes comme Megaphone, Darajou ou The Public Source ces dernières années est cruciale pour aborder les problèmes des médias libanais, notamment dans un contexte de crise économique grandissante, et sans restriction éditoriale. Pour sa part, il aspire, avec les autres comédiens et les influenceurs des réseaux sociaux, à jouer un rôle dans la promotion de la transparence, la démocratisation et la citoyenneté – en complément des efforts des médias indépendants, selon lui.

« Nous avons tous besoin de nous sentir prêts et d'être informés sur les causes de l'aggravation de la situation », affirme Nour Hajjar. « C'est ainsi que nous pourrions tous aborder la réalité et construire quelque chose de nouveau ensemble. »

*Journaliste

Citoyenneté: l'écriture sur le mur



Les étudiants au Liban-Nord et la citoyenneté : entre autonomisation et droits bafoués

Nathalie ROSA BUCHER*

Depuis le 18 octobre 2019, les habitants de Tripoli, tous milieux confondus, ont transformé la place al-Nour en un forum public où chaque nuit, des semaines durant, la foule s'y rassemblait pour entonner les chants de la révolution, scander des slogans de protestation, danser... De nombreux jeunes se sont associés à ce mouvement. Des femmes aussi. Celles-ci se sont distinguées par leur férocité, leur courage et leur éloquence. Sauf que le confinement imposé aux Libanais à cause de l'épidémie de Covid-19 a contraint les étudiants et les professeurs d'université qui y prenaient part à s'adapter. Les cours et l'activisme sont désormais organisés en ligne.

Étudiante en conception graphique et originaire de Mina, Nada Kalamouni fait partie de ces jeunes femmes qui participaient tous les jours aux manifestations. « J'étais également engagée dans d'autres formes de protestation, dont la diffusion de messages et de revendications sur les réseaux sociaux », se rappelle-t-elle.

Son collègue d'université, Nazih Chami, qui a également pris part au mouvement, met en relief le rôle des femmes, qu'il présente comme étant l'une des plus grandes réussites de celui-ci. « J'étais fier de voir à quel point les femmes étaient fortes. Elles faisaient la une de nombreux médias », dit-il.

Professeur à la faculté de gestion de l'Université de Balamand et organisateur d'un forum de débats publics intitulé « Madrassat al-Mouchaghbine » (l'école des chicaneurs, en référence à une célèbre pièce de théâtre du même nom) Samer el-Hajjar, constate que les étudiantes étaient de manière générale plus actives que leurs collègues du sexe opposé. « Il y a eu des slogans féministes très forts. Les femmes avaient un agenda supplémentaire dans cette révolution », ajoute-t-il.

M. Hajjar souligne que les étudiants étaient conscients que leurs droits et leur statut de citoyens à part entière étaient bafoués. Et d'ajouter : « Les étudiants ne sont pas organisés. Nous n'avons pas de jeunes étudiants politiquement indépendants ». « Les droits fondamentaux font défaut. Cela s'applique entre autres aux questions de la nationalité et du chômage, deux thèmes qui étaient au cœur des manifestations. Mes étudiants suivent un cursus de trois ans à la faculté de gestion, à raison de 15 000 dollars l'année. 90 % à 95 % d'entre eux envisagent de quitter le pays parce qu'ils n'ont pas de perspectives d'avenir ici », précise-t-il encore.

Dans un article récemment publié sur le site électronique de Légal agenda, Lama Karamé, chercheuse invitée à la faculté de droit de l'Université de Columbia, relève que « le système éducatif contribue également à exclure les jeunes du domaine des affaires

publiques, à travers des politiques pédagogiques qui marginalisent une éducation politique des enfants⁽¹⁾ ».

« Le fait que les universités revendiquent une appartenance religieuse ou politique affecte aussi bien leurs étudiants que leur personnel », commente à son tour M. Hajjar. « Le soulèvement du 17 octobre a cependant constitué un tournant majeur dans la mesure où il a permis de briser la glace avec le système politique. Pour une fois, les étudiants étaient motivés pour discuter de politique. Ils ont pris part aux mouvements de protestation ainsi qu'aux débats qui étaient organisés dans les tentes dressées sur les places publiques ».

Parmi celles qui ont commencé à se multiplier sur et autour de la place al-Nour, quatre étaient gérées par des étudiants : une par des étudiants de l'Université libanaise et trois par leurs camarades d'universités privées.

Équipée d'un vieux mégaphone, Obeida Takriti, diplômée de l'Université américaine de Beyrouth (AUB), a lancé en octobre 2019 des sessions de débats publics. Au départ, sept personnes y ont pris part, puis l'audience a rapidement augmenté : on comptait 260 participants au début du mois de mars. « Ces derniers étaient devenus plus interactifs. Parallèlement aux dossiers politiques, nous avons inclus aux présentations de 10 minutes, une méthodologie politique et de la philosophie, en rapport avec ce qui se passe », explique Obeida Takriti.

Les sujets abordés avaient pour thèmes, « Comment communiquer avec des personnes hostiles à la révolution », « Comment éviter le Covid-19 » et « Pourquoi le Liban ne devrait pas rembourser les eurobonds ». Des tentatives d'organiser des débats autour de ces thèmes dans d'autres universités n'ont pas abouti, en raison de l'opposition de leurs directions respectives.

Interrogée en mars 2020 sur le point de savoir comment la situation a évolué depuis octobre 2019, Obeida Takriti souligne que plusieurs étudiants sont aujourd'hui contrariés, d'autant que

leurs problèmes ne sont plus principalement politiques, mais économiques. « Ils ne savaient pas comment s'engager dans de vraies politiques, avec des activités correspondantes. Ils pensaient que tout cela sera réglé dans un mois, mais je crois que cela prendra beaucoup plus de temps », confie-t-elle.

Samer el-Hajjar qualifie de « sombre » l'état d'esprit des étudiants. « Nombreux sont ceux qui parmi eux ont cessé de manifester et choisi de gérer des questions d'ordre privé, d'autant que des pressions ont été exercées sur eux aussi bien par des partis politiques que par leurs familles ».

Même s'il est encore prématuré d'évaluer les acquis du mouvement de protestation, M. Hajjar relève que ses étudiants ont commencé à lire et à participer à davantage de séminaires. Un avis confirmé par Nazih Chami qui affirme : « De manière générale, j'ai senti durant cette période que j'ai mûri rapidement en raison de tous ces bouleversements autour de moi et des changements intervenus au niveau de ma vision des choses et de ma façon de réfléchir ».

« Le plus important acquis de cette révolution est peut-être le fait qu'elle a permis de mettre ensemble deux composants de la ville⁽²⁾ sur la place al-Nour. Les débats ainsi que les initiatives civiques lancés dans les tentes ont attiré quelque 100 à 200 Tripolitains au cours des deux derniers mois, impliquant tout à la fois des gens aisés et d'autres issus des quartiers les plus pauvres de la ville.

À partir du moment où les rassemblements publics ont cessé d'être sûrs et possibles à cause de l'épidémie du Covid-19, c'est sur un nouveau support, celui d'Internet, que Obeida Takriti et Samer el-Hajjar se sont mis à lancer des débats. Il n'est pas étonnant dès lors que les thèmes explorés se rapportent à divers aspects de la crise sanitaire et économique à laquelle le Liban fait face actuellement.

* Écrivain et chercheuse

(2) Facebook Group: <https://www.facebook.com/-108966520529408> /مدرسة المشاغبين-انتفاضة طرابلس and YouTube Channel: <https://www.youtube.com/channel/UCz2RbTsHnjw6c1qHglpqQw>

(1) <https://www.legal-agenda.com/en/article.php?id=6370>

© Photos par Amal Charif



La femme à l'ère des changements : mère, journaliste, militante...

Manal Shaaya*

Ce n'est sans doute pas un hasard si nous choisissons de parler de la femme à l'ère des révolutions. Depuis le 17 octobre 2019, la femme s'est placée sur le devant de la scène, dans cette révolution qui a marqué le Liban moderne. Quelle est donc son influence dans ce mouvement ?

Si l'on part du principe que la femme est une citoyenne au même titre que l'homme, et que par conséquent elle a les mêmes droits et devoirs que lui, une distinction entre eux n'est plus justifiée. Dans ce cas, la femme devient une citoyenne qui participe avec l'homme à la vie professionnelle, sociale, culturelle, politique et nationale. Ce qui signifie aussi qu'elle participe à ses côtés à la vie « révolutionnaire ».

Des fils barbelés

En cette période de révolution, nous ne pouvons plus considérer la question de l'égalité entre l'homme et la femme comme secondaire. Mais si nous la lions au concept global de citoyenneté, elle peut devenir un détail. C'est peut-être ce qui a poussé la Libanaise à s'impliquer de plus en plus dans la révolution, depuis son déclenchement. Elle était aux côtés de l'homme dans tous les domaines et parfois, elle a pris les devants.

L'un des rôles principaux que la femme a joué dans la révolution s'est concrétisé dans la manifestation de Chiyah-Aïn el-Remmaneh, avec le symbolisme de ces quartiers dans la mémoire de la guerre. C'était donc une décision féminine d'organiser cette manifestation pour exprimer le refus de rééditer l'expérience amère de la guerre, en se basant sur la véritable citoyenneté qui donne à la femme une responsabilité nationale au même titre que l'homme et qui considère que ce concept doit aussi renforcer

la paix civile et protéger cette dernière de toute forme de violence.

Linda Khairallah est l'une de ces mères qui ont participé à la manifestation de Chiyah-Aïn el-Remmaneh. Elle raconte au quotidien an-Nahar cette expérience : « C'était, dit-elle, un jour extraordinaire. Je n'avais jamais ressenti auparavant cet amour spontané et collectif qui se dégageait de tous les participants. Musulmans et chrétiens, nous étions unis par un même souci, une même souffrance, matérialisés par la difficulté de vivre dans ce pays ».

« Nous sommes toutes des mères, et nous ne voulons pas que nos enfants s'en aillent », poursuit-elle. Linda est mère de trois jeunes garçons et seul l'un d'eux est encore au Liban. « Je suis fatiguée de l'émigration, avoue-t-elle. Même si je ne l'ai pas vécue personnellement. Mais l'expérience avec mes enfants est suffisante pour que je me mette à la détester. C'est assurément le cas de nombreuses mères ».

Selon Linda, la mère libanaise a beaucoup enduré. Ce n'est donc pas surprenant qu'elle soit en première ligne dans cette révolution. « C'est la douleur qui la pousse à agir et c'est pourquoi son expérience dans la révolution est sincère et touchante ».

Ce qui est sûr c'est que ce mouvement féminin a renforcé encore plus le concept de citoyenneté et la logique de la participation de la femme aux côtés de l'homme dans toutes les scènes et dans tous les domaines,

même ceux qui sont considérés dangereux.

Le point controversé de l'égalité entre l'homme et la femme est d'ailleurs évoqué dans le rapport de 2019 sur le développement humain, dans le cadre d'un des « aspects de l'inégalité au 21^{ème} siècle ». Ce rapport, publié par le Programme des Nations Unies pour le Développement précise ainsi que « l'inégalité entre les genres au 21^{ème} siècle est considérée comme une question essentielle, étroitement liée au développement humain. Elle montre des dynamiques de rapprochement et d'autres d'éloignement. Dans plusieurs coins de la planète, la femme continue à être plus ou moins écartée de certaines fonctions essentielles dans la vie. Cela apparaît clairement dans certains domaines, comme la santé procréatrice et les capacités dans le monde du travail et autres ».

Mais le même rapport constate « un phénomène de réduction de l'inégalité dans certains domaines essentiels dans la plupart des pays. Mais il reste lent ». Le rapport confirme toutefois l'existence d'un message essentiel stipulant que « l'inégalité s'accumule tout au long de la vie et provoque ainsi des failles profondes dans les rapports de forces ».

Cette équation semble pourtant éloignée de l'ère de la révolution que vit le Liban, depuis près de six mois, puisque la femme a pratiquement été en première ligne dans la confrontation et qu'elle a su traduire le concept de citoyenneté réelle sur le terrain.

À partir de là, parler de discrimination est devenu inapproprié. Le rôle de la femme est apparu clairement dans chaque affrontement. La femme a en effet joué le rôle de force tampon entre les manifestants et les forces de l'ordre, se transformant pratiquement en « fils barbelés » pour éviter toute friction entre les deux camps. En résumé, c'était donc elle qui protégeait l'homme ! Une fois de plus, elle a ainsi prouvé qu'elle participe avec l'homme à la véritable citoyenneté.

Journaliste ou femme ?

Au cours des derniers six mois, les médias étaient un pilier de la révolution. Dans l'expérience sur le terrain, la journaliste Rachel Karam a couvert le mouvement dans une région sensible : Tripoli.

Elle raconte : « Le rôle diffère selon les caractères de l'homme et de la femme. Cette dernière penche naturellement vers l'apaisement et elle possède une approche plus humaine que chez l'homme. Elle comprend mieux les souffrances. Mais je ne crois pas que les manifestants traitaient différemment les journalistes hommes ou femmes. C'était aussi le cas des forces de l'ordre. J'ai personnellement perçu cela, car la femme n'était pas plus protégée que l'homme dans cette révolution. Les policiers ne faisaient aucune distinction entre l'homme et la femme, surtout quand elles étaient en colère. Elles ne faisaient aucune différence ! ».

Rachel Karam a réfléchi en femme. « Peut-être que pour les forces de l'ordre, dit-elle, l'équation est plus claire avec les hommes : une force contre une autre. Mais avec les femmes, l'approche est différente ». Cependant, elle reconnaît que la personnalité de l'envoyé spécial sur place joue un rôle important dans la couverture des événements. « L'expérience professionnelle, la conception du rôle des médias et du métier en général, sont des facteurs importants dans la couverture des événements et c'est ce qui fait la différence entre un journaliste et l'autre, qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme ».

Il reste que les médias affrontent actuellement un grand défi, celui des réseaux sociaux. Tout citoyen devient ainsi journaliste et évalue l'expérience et le travail des vrais journalistes. Ce qui comporte un aspect négatif qui nuit à la profession. Ce phénomène nouveau ne sert pas la véritable citoyenneté. Au contraire, il constitue une menace pour elle et risque de l'éloigner de son parcours véritable. Il est évident qu'on ne peut pas dissocier la citoyenneté de la responsabilité nationale, car ce sont les deux faces d'une même monnaie...

En résumé, la femme libanaise a vécu de nombreuses expériences, en période de guerre et en temps de paix, mais aussi à l'ère de la révolution. C'est pourquoi dire que la révolution est une femme c'est un peu lui rendre justice...

* Journaliste au quotidien An-Nahar



Venger nos droits spoliés

Amal Charif*

Quand je suis en voyage, je prends le temps de découvrir les places ainsi que les parcs et autres endroits publics qui sont, à mes yeux, à la base des sociétés florissantes. Ce sont des miroirs qui reflètent les politiques sociétales et le niveau des services assumés par l'État à l'égard de tous les groupes sociaux, ainsi que les occasions qu'il leur offre de se rencontrer et d'interagir, en particulier lorsque ces lieux sont à la portée de toutes les composantes de la société, que leurs visiteurs soient âgés, handicapés ou qu'ils s'y rendent en famille.

Au Liban, je me demandais toujours pourquoi nos places semblaient vides, comme si nous vivions dans des villes désertes. Était-ce l'effet de la guerre civile et de ses conséquences ? De fait, à la fin de la guerre, il n'y eut aucun travail sérieux pour reconstruire l'espace public, utiliser ces lieux ouverts et partagés pour rapprocher des compatriotes épuisés par les combats qu'ils se sont livrés. Les espaces publics restèrent comme abandonnés ; ils ne furent pas utilisés comme points de départ pour engager des débats entre les différents groupes sociaux, politiques et religieux qui sortaient d'une guerre dévastatrice à tous les niveaux et travailler avec eux pour assurer la transition de la guerre à la paix, promouvoir les concepts de partage et d'acceptation de la diversité. Au lieu de cela, les places furent transformées en parkings. Jusqu'au 17 octobre, où tout a changé.

Ce qui cette fois fait la différence, c'est la décentralisation des manifestations, ainsi que les tentes disséminées dans toutes les régions, et non plus restreintes aux places de Beyrouth. Ces « tentes » ont joué un rôle éminent, surtout dans les premières semaines. Elles permirent que des débats, des dialogues, des sessions de formation et d'apprentissages s'engagent sur de multiples sujets ; devenues des lieux de participation, d'interaction et d'échange, les tentes se multiplièrent, au point que dans le Nord libanais, une tente fut ouverte pour l'alphabétisation. Nous autres, dans l'association « HalTek », avons hésité à le faire, et finalement préféré ne pas installer de tente sur la place des Martyrs pour une présentation sur le « handicap ». Le fait est que dans notre association, nous appelons à la création d'une société inclusive qui intègre et établit l'égalité entre tous ses membres sans discrimination aucune. Nos valeurs fondamentales reposent également sur la fourniture de solutions pour améliorer la situation du pays après y avoir constaté le recul des services et la dégradation de la qualité de l'infrastructure, pour ne pas dire sa quasi-absence ; nous travaillons en outre à modifier la perception stéréotypée de la personne handicapée. Car en tant qu'individus atteints de handicap, nous avons les mêmes exigences que les manifestants et souffrons de ce dont ils souffrent. Nos demandes peuvent être différentes par certains détails légèrement plus sensibles, mais nous, comme eux, ne bénéficions pas d'assurance maladie, ni d'assurance vieillesse ; et nous, comme eux, ne vivons pas dans le luxe ni n'exerçons nos droits politiques tels que le prévoient les lois et la Constitution, sans que ce soit par négligence de notre part, mais pour de multiples raisons. Le soulèvement est un immense mouvement populaire, et nous préférons en faire partie plutôt que de nous en séparer. Nous manifestons sous les mêmes slogans sachant qu'une fois satisfaites les demandes de tous, nos demandes propres aussi le seront, plus facilement et plus rapidement.



Venus de toutes les régions et appartenant à tous les groupes d'âge et à toutes les origines sociales, les gens ont envahi les places pour récupérer leur citoyenneté volée. Ils ont mis à profit l'espace public pour se rencontrer et brandir de nombreux slogans, dont le plus important était la demande d'un État civil. Les murs de la ville ont été transformés en panneaux où se sont affichées de nombreuses exigences : certaines ironiques, d'autres sérieuses, sans oublier les insultes écrites sur certains murs, ni les tableaux qui reflétaient des capacités artistiques qui ont besoin d'espaces pour briller et s'exprimer à leur manière.

La revendication d'un État de nature civile s'est manifestée dans toute sa force le jour de l'Indépendance, réduit qu'il était auparavant à un jour de vacance ordinaire. Dans une scène qui faisait contraste avec tout ce que le Liban avait vu depuis 1943, les citoyens prirent l'initiative de recouvrer leur indépendance confisquée, après avoir été embrigadés pendant des années dans des groupements divers, régionalistes, partisans, religieux, confessionnels ou d'allégeance au chef, au détriment de leur citoyenneté et de leur appartenance à une patrie. Ce jour-là, ils décidèrent de transformer la fête de l'Indépendance en une Journée nationale civile au cours de laquelle des citoyens et des citoyennes ont défilé en ensembles civils reflétant leurs qualités professionnelles et sociales,

comme enseignants, médecins, artistes, ouvriers, étudiants et autres. Il se trouva même un groupe consacré aux personnes à besoins spéciaux. Personnellement, j'aurais préféré répartir ses participants sur le reste des groupes, car je suis sûre que le groupe « Personnes à besoins spéciaux » comprenait une avocate, un professeur d'université, des professionnels et de nombreuses autres spécialisations. Car en tant que personnes handicapées, nous sommes d'abord des citoyens et faisons partie de la force de travail productive comme du pouvoir de consommation également ; nous sommes comme le reste des individus de la société. Si nous souffrons d'un handicap, nous accomplissons nos activités quotidiennes de la même manière que le reste de la société. Nous avons des besoins spéciaux, mais ils ne devraient pas nous couper des autres. Dans des scènes que nous n'avions jamais vues auparavant, un soir, une jeune fille dans son fauteuil roulant se retrouva dans la foule, protestant comme d'autres et bloquant l'accès au pont du « ring ». Durant le débat de confiance, un jeune en fauteuil roulant, coiffé d'un casque et protégé par des vêtements imperméables, manifesta avec d'autres, faisant face aux canons à eau et aux grenades lacrymogènes. Ces deux scènes ne m'ont pas beaucoup surprise. Dès le début du mouvement, il m'arrivait de voir des jeunes, hommes et femmes, en chaise roulante sur les places, exerçant

comme tous les autres leurs droits naturels de citoyens en quête de changement. Et de loin, on se saluait.

Cinq mois de la vie du mouvement sont passés, comme s'ils étaient mille jours. J'en suis convaincue, les droits défendus par les citoyens à coups de slogans se réaliseront : dans le domaine de l'éducation, dans l'utilisation des services publics, dans la participation aux élections comme candidats ou électeurs, dans le droit de la femme d'octroyer sa nationalité à ses enfants, dans le droit à l'assurance-vieillesse, dans le droit aux soins médicaux et dans bien d'autres. À ce point, je n'oublierai pas mon ami Alan, emporté par un cancer la veille même du débat de confiance, laissant aux révolutionnaires sa dernière volonté : « Vengez-moi de la boîte à médicaments. Vengez-moi de toute la pollution qui nous décime. Vengez-moi de la facture d'hôpital exorbitante qui, en deux ans, m'a coûté 80 millions de livres, que j'ai dû déboursier de ma poche, parce que la Sécurité sociale ne couvre rien. Vengez-moi de notre système de santé odieux et humiliant qui nous jette aux portes du ministère et de la Caisse de sécurité sociale terroriste ». C'est peut-être l'heure du combat pour nous venger de celui qui a spolié nos droits.

* Activiste et directrice générale de l'association HalTek

Diaspora libanaise et citoyenneté : au-delà des transferts de fonds

Bilal Malaeb*



© Impact Lebanon

Red umbrellas was the dress code for today's protest

Historiquement, la diaspora libanaise a toujours eu les pieds bien ancrés dans son pays de résidence, et le cœur tourné vers la mère-patrie. Si cette caractéristique n'est pas propre au contexte libanais, ce qui différencie la diaspora libanaise est son ampleur et cette coutume libanaise, vieille de plusieurs siècles, d'envoyer certains de ses enfants les plus brillants à l'étranger. On pourrait être tenté d'y voir une fuite des cerveaux, mais cela présente également de sérieux avantages : le pays a en fait capitalisé sur sa richesse humaine à l'étranger, en matière de commerce, de transferts de fonds et d'investissements, sans compter le capital social et le rayonnement mondial. En effet, les expatriés font des économies et les investissent au Liban – encouragés surtout par le secret bancaire et les taux d'intérêts supérieurs à la normale. Ils investissent dans les affaires et l'immobilier, et envoient des fonds à la famille et aux amis.

Au vu de l'effondrement actuel de l'économie, il faut rappeler que l'un des piliers du modèle financier libanais est, depuis les années 90, le flux constant de devises étrangères, la plupart provenant de la diaspora. Mais au-delà de ces transferts de fonds, comment la diaspora libanaise

contribue-t-elle à la cohésion sociale, à la paix et à l'essor du Liban ?

Les transferts de fonds et leur contribution à la stabilité financière et la reconstruction du Liban dans la période de l'après-Taëf a sans nul doute contribué à mettre le pays sur la voie du redressement et de la réconciliation. Toutefois, ce sont les transferts sociaux qui restent un élément souvent négligé de l'émigration. Les transferts sociaux dépendent de la capacité des expatriés à échanger des idées, des compétences et du capital social (y compris la paix, les droits de l'homme et la démocratie) entre leur pays d'origine et d'adoption. Même s'il n'y a pas de carence dans les bonnes valeurs, les compétences et les cerveaux au Liban, certaines pratiques dans la gestion publique des ressources, les prestations en matière de droits de l'homme et le processus démocratique pourraient être améliorées sur base d'expériences étrangères. La propagation d'idées et d'expériences innovantes crée un nouvel imaginaire socio-politique, soit un ensemble de valeurs, normes, institutions et pratiques à travers lesquelles on peut projeter sa société, le contrat social et la sphère publique. Cet imaginaire par-conséquent sert à promouvoir un

sentiment d'appartenance, d'objectif commun et, au final, de citoyenneté.

En cette période troublée que traverse le Liban, le niveau accru d'énergie et de mobilisation au cœur de la diaspora est clairement visible. Alors que le changement semblait impossible au niveau des divisions communautaires dans la mère-patrie et au sein des regroupements politiques et des associations de la diaspora, le dernier mouvement populaire d'octobre 2019 a initié un changement structurel dans l'attitude de la diaspora vis-à-vis de la politique libanaise, en phase avec la mobilisation de la rue au Liban.

Ainsi est né le mouvement global de « Meghterbin Mejtemiin » ou « Diaspora Unie ». Ils se sont rassemblés par milliers dans les villes principales du monde, en signe de solidarité avec leurs amis et leur famille au pays, élevant la voix contre la corruption, la mauvaise gouvernance et l'injustice. Ils ont protesté, organisé des collectes de fonds, lancé des campagnes pour encourager de nombreux émigrés à rentrer chez eux pour les vacances, revigoré des associations professionnelles, et entamé de nouvelles initiatives dans leurs pays d'adoption, à l'instar d'Impact Lebanon en Grande-Bretagne, entre autres. Ces

initiatives de solidarité remontent le moral de leurs concitoyens au Liban et créent un sentiment de citoyenneté partagée, transnationale et déterritorialisée.

A un moment où le Liban a besoin d'emprunter la voie du développement durable et d'encourager les compétences et les talents localement, plutôt que de les exporter, l'appui de la diaspora se révèle essentiel pour améliorer ce processus. Toutefois, en vue d'assurer le succès de cette entreprise, le pays devra faire son possible pour garder sa diaspora engagée et bien ancrée dans sa terre d'origine. Alors que l'ouverture du vote à la diaspora en 2018 (élections législatives) était une mesure bienvenue et allant dans la bonne direction, une manière infaillible de renforcer l'engagement de la diaspora sera d'établir, au Parlement, une circonscription électorale propre aux émigrés.

Les Libanais emmènent leur patrie dans leurs bagages là où ils vont, et leur patrie d'origine aspire à leur appui. Outre le fait qu'ils envoient de l'argent au pays, les émigrés ont prouvé qu'ils sont également source d'espoir, d'énergie et de sentiment d'unité.

* Institut des affaires internationales, London School of Economics

Déclin du sens de l'espace dans le Beyrouth d'aujourd'hui : un obstacle à l'appartenance et au civisme

Antoine Atallah*

Le sentiment « d'appartenance » que l'on peut éprouver envers des contextes de la vie quotidienne découle largement du « sens de l'espace » : un sentiment d'appartenir à un environnement reconnaissable, de vivre et de progresser dans des espaces qui ont un sens et des identités spécifiques. C'est aussi l'idée de faire partie de la continuité d'une histoire collective qui a forgé les agglomérations et les paysages. En effet, l'« appartenance » tient à des espaces qui ont été façonnés et remodelés par

les gens, des espaces qu'ils se sont appropriés et qu'ils ont travaillés. Bien sûr, elle repose également sur un « sens de la communauté » composé de diverses relations sociales qui peut être nourri même dans des environnements défavorables. Cependant, c'est lorsque « l'appartenance » est enracinée à la fois dans l'espace et dans la communauté que le civisme peut émerger et qu'une pratique commune de la ville peut se développer.

De plus en plus, les habitants de Beyrouth ont perdu l'accès

au paysage fondamental de la ville, ayant ainsi été privés de la plupart de leurs activités sociales. Avec l'extension du port à Rmeil et Medawar et la construction de la corniche à Aïn el-Mreissé, ils ont perdu les plages publiques, les lieux de baignade et de pêche, les restaurants et autres lieux de loisirs et de rassemblement. Ils ont été repoussés de la majorité des côtes de Minet el-Hosn et de Ras Beyrouth en raison de la privatisation des plages par les stations balnéaires. Les rives du fleuve de Beyrouth étaient un terrain de jeu, de balade et de pratique des traditions religieuses locales avant d'être transformées en un canal de béton. La forêt de Horch Beirut, fermée pendant plusieurs décennies, n'accueille plus sous ses pins des fêtes et des réunions familiales. De rares brèches dans le tissu urbain chaotique offrent à peine une vue sur le paysage environnant, rappelant brièvement que Beyrouth est une ville entre mer et montagne.

De plus, la disparition du patrimoine architectural des périodes ottomane, française ou moderniste, entraîne à la fois une perte de familiarisation avec le voisinage et celle d'une certaine façon de vivre. Jardins, vérandas, balcons et toutes sortes d'espaces interstitiels, servaient à brouiller la frontière entre les espaces intérieur et extérieur, permettant ainsi à la sphère privée de se projeter dans le domaine public. Ces caractéristiques traditionnelles disparaissent, réduisant la porosité entre l'espace privé et le public, induisant un confinement croissant dans la sphère domestique. Simultanément, en raison des transformations accélérées de la ville après la guerre, les gens perdent les bâtiments, les monuments et les lieux qui composaient leur vie de quartier, ainsi que leur attachement à une histoire urbaine collective. Parallèlement, en raison des transformations accélérées subies par la ville après la guerre, les gens perdent les bâtiments, les monuments et les lieux qui composaient leur vie de quartier, ainsi que leur attachement à une histoire urbaine collective. Entre-temps, les espaces publics se réduisent graduellement ou deviennent hostiles. Les parcs à Beyrouth sont soit négligés, soit détruits pour faire place à un parking souterrain, ou encore surveillés avec un accès limité. La corniche, avec de multiples interdictions sur les activités des gens, limitant ainsi leur appropriation de l'espace. Les places du centre historique sont soit épurées et dépeuplées, comme la place des Martyrs, alors que d'autres, comme la place Samir Kassir et le village Saïfi sont embourgeoisées, surveillées et exploitées à des fins lucratives.

Par conséquent, « l'appartenance » à Beyrouth est trop souvent anéantie par un sentiment de dépossession, par la compréhension que la ville est en train d'être remodelée sans et contre ses habitants. En réaction, l'une des manifestations les plus importantes de la révolte d'octobre du Liban a été la réappropriation des espaces publics, au centre-ville de Beyrouth et dans les grandes villes du pays. Ils ont exprimé leur droit à la ville et l'un des premiers actes des manifestants a été la refonte des espaces publics de façon à ce qu'ils servent leurs objectifs, leurs besoins et leurs aspirations. Ils ont introduit collectivement les espaces de débats, de protestations, d'échanges et de politique, voire les espaces de fête, de loisirs et de joie qui leur manquaient ailleurs. Cet acte civique spontané devrait constituer une feuille de route pour des politiques urbaines qui répondent aux besoins sociaux des citoyens, afin de cultiver l'appartenance à une ville ouverte, partagée et accueillante pour tous ses citoyens.



Les espaces publics contestés à Tyr

Reem Joudi*

Le problème de l'urbanisme au Liban est depuis longtemps un sujet d'intérêt pour les universitaires et les activistes qui cherchent à comprendre comment les nations et les villes d'après-guerre sont remodelées par des expériences de précarité et de violence. Le « problème » dans ce contexte a une double connotation. D'une part, il fait référence à la complexité intellectuelle et physique de la planification en tant que pratique dans une nation multiconfessionnelle ; d'autre part, il reflète une opinion sur le manque de politiques de planification efficaces au Liban. Ces deux assertions impliquent une compréhension de l'espace tel qu'il est produit socialement ; un argument avancé par Henri Lefebvre (1991) dans son ouvrage fondateur, *The Production of Space*. Comme le fait valoir Lefebvre, un espace social comme la ville est « le résultat d'une séquence et d'un ensemble d'opérations », résumant « les choses produites... et leurs interrelations dans leur coexistence et simultanéité » (Lefebvre 1991: 73). Son argument implique l'existence de dynamiques de pouvoir rivales qui remodelent constamment les espaces urbains, ce qui à son tour influe sur la façon dont ceux-ci sont vécus et sur qui a le droit d'y accéder.

Le dernier point présente un intérêt particulier pour cet article, qui cherche à comprendre comment les espaces publics sont négociés et contestés dans la ville de Tyr, au Liban-Sud. La « droit à la ville » en tant qu'une notion théorique et spatiale dépend étroitement à l'existence de l'espace public (Mitchell 2003) et les limites de ce droit changent, car les citoyens se demandent comment et quand l'exercer. Les espaces publics – en tant que points de rencontre et lieux de connexion – prennent une importance accrue dans une nation multiconfessionnelle comme le Liban. Ils peuvent être des lieux de réconciliation d'après-guerre (Larkin 2012) ou des rappels du passé ; ils peuvent également être des lieux de négociation des dynamiques de pouvoir (Nucho 2016) et de revendication de citoyenneté. Tyr – l'une des plus grandes villes et districts administratifs du Liban-Sud – est considérée comme un espace périphérique, à la fois en raison de sa situation géographique et du retard dans son développement socio-économique par rapport à la ville centrale de Beyrouth (Deeb 2006). Sa marginalité construite a également produit différentes expressions et compréhensions de l'espace public, dont trois seront examinées dans cet article : la plage publique, le jardin de Tyr et la place dite du drapeau (Sahet el-Aalam).

La plage publique de Tyr est parmi les plus propres du Liban, attirant chaque été un nombre notable de touristes locaux et étrangers. La mer fait depuis longtemps partie de la composition historique, socioculturelle et économique de la ville, créant et/ou renforçant les récits autour de Tyr en tant que ville portuaire phénicienne, ville de pêcheurs, et/ou un espace touristique et de loisirs. Plus récemment, la plage publique constitue un contraste frappant face à la privatisation croissante des côtes libanaises, offrant l'un des seuls lieux de baignade bien entretenus, accessibles et financièrement abordables.

La perception du caractère public de la plage de Tyr et son utilisation à cette fin est importante sur les plans national et mondial. D'une part, elle remet en cause l'échec des politiques locales de l'État en fournissant des plages ouvertes et propres; d'autre part, elle affirme la « non-gouvernabilité » de la Méditerranée et ses implications environnementales en tant que ressource naturelle partagée. Ainsi, lorsqu'elle est située dans des dynamiques et des contextes de pouvoir plus larges, la plage de Tyr devient un espace pour négocier différentes conceptions d'appartenance et d'identité (inter)nationales, un lieu pour affronter les différentes formes culturelles de citoyenneté. Un autre espace public contesté dans la ville est le jardin public, situé à la périphérie-sud de Tyr. La zone triangulaire couvre environ 0,2 km² et elle est en grande partie inexploitée, malgré son potentiel de relier le territoire principal de Tyr aux villages et quartiers environnants. Le jardin public est devenu un sujet de débat entre les acteurs locaux et les ONG locales et internationales : les premiers



© Zaynab hodroj

hésitent à ouvrir l'espace au public, et les seconds estiment que son ouverture constitue un droit pour les citoyens. De ce fait, le jardin de Tyr est devenu un champ de bataille idéologique pour le discours sur l'engagement civique, l'élaboration de la politique participative, et la justice sociale dans la ville.

Enfin, la « Place du drapeau » (Sahet el-Aalam), près de l'entrée-nord de Tyr a pris un nouveau sens à la suite des récents soulèvements et mobilisations de masse au Liban. Baptisé d'après le grand drapeau libanais qui figure en son centre, l'espace fonctionnait principalement comme un rond-point parsemé de marqueurs de culture visuelle : panneaux d'affichage, affiches et drapeaux de partis politiques. Le soulèvement du 17 octobre, qui a uni les Libanais dans leurs revendications socio-économiques, a transformé l'utilisation de cet espace, qui est devenu un lieu de rencontre et de discussion pour les manifestants ; des tentes ont été dressées et des forums de débat ont été organisés par différents activistes locaux, des ONG et des citoyens ordinaires, transformant ainsi le rond-point en place publique. Le « Flag Square » reflète la façon dont les espaces publics sont reconfigurés et récupérés au cours des soulèvements populaires, agissant comme une scène sur et à travers laquelle sont effectuées les discussions sur la citoyenneté, l'inégalité et l'identité. Cet acte s'inscrivait dans un élan national plus large visant à récupérer, réutiliser et réinventer les espaces publics par la protestation, intégrant la Tyr périphérique dans les débats et discours nationaux.

Les espaces susmentionnés à Tyr sont constamment contestés et réinventés par les utilisateurs, reflétant la nature dynamique des espaces sociaux et la discussion en constante évolution sur ceux qui peuvent y accéder. Les deux facteurs sont influencés par les relations de pouvoir sous-jacentes – ici, la nation, la citoyenneté, l'identité et les considérations socio-économiques sont en jeu. Leur dynamique « push and pull » peut créer des itérations multiples et parfois contradictoires de l'espace public au sein d'un même espace-ville ; ils peuvent également créer des petits moments d'élan pour le changement social.

* Chargé de cours au programme d'études des médias à l'Université américaine de Beyrouth

Références

- Couldry, Nick. 2006. "Culture and citizenship: The missing link?". *European Journal of Cultural Studies*, 9.3: 321-339.
- Deeb, Lara. 2006. *An Enchanted Modern: Gender and Public Piety in Shi'i Lebanon*. Princeton: Princeton University Press.
- Hartley, John & Green, Joshua. 2006. "The public sphere on the beach". *European Journal of Cultural Studies*, 9.3: 341-362.
- Larkin, Craig. 2012. *Memory and conflict in Lebanon: Remembering and forgetting the past*. New York: Routledge.
- Lefebvre, Henri. 1991. *The Production of Space* [trans. Donald Nicholson-Smith]. Oxford & Cambridge USA : Blackwell Publishing.
- Mitchell, Don. (2003). *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*. New York: Guilford Press.
- Nucho, Joanne Randa. 2016. *Everyday Sectarianism in Urban Lebanon*. Princeton and Oxford: Princeton University Press.

La révolution et le façonnage de l'identité dans les espaces publics de Tripoli

Jana Dhaybi*

Au fil des décennies, la dégradation de la situation socio-économique dans la partie-nord du Liban a eu un impact direct sur les espaces publics dans leur conception, leur identité et les rapports des gens à leur égard. Tripoli, plus particulièrement, fait partie des régions libanaises les plus riches en espaces publics, compte-tenu des nombreux sites historiques et archéologiques qu'elle abrite et qui peuvent contribuer à développer la citoyenneté, à créer un tissu social, politique et culturel, dans la perspective d'un développement durable.

À quoi ressemblent ces espaces publics ?

Tripoli compte un nombre important d'espaces publics dont la plupart sont cependant négligés par ses habitants en tant que cadres pour leur interactivité sociale. Ces espaces ne sont pas non plus bien exploités, à cause de certaines restrictions de contrôle sur tout ce qui concerne la société et l'interactivité de ses membres, que ce soit au niveau politique, culturel, ludique, social, pédagogique ou économique.

Certains lieux historiques de Tripoli ont constitué un genre d'espaces publics comme les khans (marchés) du savon, des couturiers et des militaires, où les habitants et les visiteurs se retrouvent. Les 11 vieux hammams de la ville représentent également autant d'espaces publics, mais un seul parmi ceux-là est toujours fonctionnel : il s'agit de Hammam el-Abed qui se situe dans les vieux souks et qui accueille les habitants de la ville et de sa banlieue ainsi que les touristes.

Des parcs et des places

Sur un autre plan, Tripoli compte un grand nombre de places publiques, comme celles de Abdel Hamid Karamé, plus communément connue sous le nom de la Sahet el-Nour (place de la lumière) ou encore les places al-Tell (colline), al-Koura et Dawwar el-Mina (rond-point du port), ainsi que plusieurs jardins et parcs dont le plus célèbre reste al-Manchiyé, situé au milieu de la place al-Tell. Sauf que celui-ci est aujourd'hui voué à l'abandon. Rarement fréquenté par les habitants, il est devenu le refuge des mendiants et des sans-abri.

Les transformations du 17 octobre

C'est donc pour toutes ces raisons combinées que les habitants de Tripoli n'ont pas réussi à forger leur identité et leur tissu social dans le cadre de leurs espaces publics. Il faut y ajouter le fait que l'État a de tous temps marginalisé cette ville, affectée par l'absence de plans efficaces pour un développement équilibré. Sauf qu'avec le soulèvement du 17 octobre, la relation des Tripolitains avec les espaces publics a été littéralement bouleversée, comme c'est le cas par ailleurs dans toutes les régions libanaises.

Non seulement ce rapport a changé, mais les Tripolitains ont réussi à créer de nouveaux espaces publics, qui ont constitué autant de cadres pour leurs mouvements de protestation, et à conférer une symbolique particulière à leurs revendications sociales et économiques. Ces espaces ont vibré au rythme de leurs slogans contre le système et le pouvoir.

Peut-être que l'un des principaux acquis obtenu par Tripoli après le soulèvement populaire du 17 octobre, est le rétablissement, ne serait-ce que moral, de son statut de ville spoliée. Elle a ainsi récupéré auprès des Libanais son statut de « deuxième capitale du Liban », après avoir décroché le titre de « mariée de la révolution » (Aarous el-Thawra) dans ses places et plus particulièrement sur la Place al-Nour où des centaines de milliers de Tripolitains et des Libanais venus d'autres régions se rassemblaient. C'est dans cette même place que ces derniers ont développé un nouveau discours revendicatif et politique, reflétant une véritable révolte contre la classe politique au pouvoir, au niveau de Tripoli et de tout le Liban.

La face populaire de la place al-Nour, mise en relief après le soulèvement du 17 octobre peut être donc considérée comme étant l'un des principaux acquis de ce mouvement de protestation. Les Libanais ont réussi pour la première fois depuis des décennies à s'approprier les espaces publics dans la plupart des régions en dehors de Beyrouth. La place al-Nour fait partie de celles qui ont pu offrir un espace commun de rencontre, briser sa fonction

traditionnelle de rond-point et transcender son rôle de théâtre géographique à des événements qui se produisaient, vers celui d'une entité civile qui a permis de renforcer le concept de citoyenneté. Elle est devenue une composante fondamentale de la révolution, garantissant sa pérennité et déterminant ses pics et ses périodes de répit, voire son apaisement.

Un des principaux aspects du bouleversement des rapports entre les Tripolitains et leurs espaces publics s'exprime par le fait que leur révolution s'est étendue à des lieux et des rues qui ne leur étaient pas accessibles, tels que la rue Azmi, le quartier Mina, ainsi qu'à d'autres secteurs intérieurs, notamment les périmètres des résidences des leaders politiques de Tripoli. Ces lieux avaient une sorte de halo et leurs propres spécificités, au niveau notamment du maintien de la sécurité, mais ceux-ci sont tombés et ces lieux ont rejoint les espaces publics investis par les protestataires qui y ont étendu leurs manifestations.

Après le soulèvement populaire, la surface géographique interactive de la place al-Nour s'est étendue jusqu'aux carrefours alentour où certains activistes ont installé

des tentes dans lesquelles des débats politiques, économiques pédagogiques et culturels étaient organisés. À leur tour, ces tentes ont constitué des espaces publics de plein air, ouverts au public et offrant une plateforme pour les rencontres et le débat dans la perspective d'une meilleure compréhension de tous les dossiers. Certains sièges symboliques du pouvoir et de l'État, comme le Sérail, le bâtiment abritant des bureaux du ministère des Finances, les banques et le siège d'Électricité de Kadicha, sont devenus autant d'espaces publics investis par des protestataires désireux de faire éclater leur colère.

Même si la pauvreté s'est frayée un chemin jusqu'au cœur de Tripoli, en raison de l'aggravation de la crise économique, du chaos et de la hausse du taux de chômage, les habitants de la ville ont réussi grâce à leurs espaces publics à pratiquer le concept de citoyenneté et à s'impliquer dans l'exercice de la vie politique, alors que celle-ci, vue de Tripoli, semblait apparentée à un autre monde.

* Journaliste au journal indépendant en ligne Al Modon et contributrice à plusieurs plateformes d'actualités arabes



Beyrouth



Illustration de Azza Abu Rebieh — Gravure et aquarelle et calcographie sur papier Hahnemühle, 2019



Implemented by
KFW



Empowered lives.
Resilient nations.

Le projet du Pnud " La consolidation de la paix au Liban " œuvre depuis 2007 pour le renforcement de la compréhension mutuelle et la promotion de la cohésion sociale, en abordant les causes profondes du conflit au Liban. Le projet a aussi travaillé récemment sur le traitement de l'impact de la crise syrienne sur la stabilité sociale au Liban.

Le projet soutient les différents groupes, allant des dirigeants et acteurs locaux, aux éducateurs, journalistes, jeunes et militants de la société civile, dans le développement de stratégies à moyen et à long terme visant la consolidation de la paix, la gestion des crises et la prévention des conflits.

Pour plus d'informations:

Le Projet « La consolidation de la paix au Liban »
Immeuble Arab Bank, 6^e étage, Rue Riad El Solh,
Nejmeh, Beyrouth - Liban

Telephone: 01- 980 583 ou 70-119160

    UNDP Lebanon

#PeaceBuildinginLebanon

www.lb.undp.org/PBSupplement

www.peacebuildingsupplement.org

Conçu par:

Omar Harkous
Hassan Yousef

Traduit par:

Fady Noun, Scarlett
Haddad, Nada Merhi,
Susanne Baaklini, et
Tilda Abou Rizk

Edition et révision:

Gaby Nasr